

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique  deuxième trimestre 2016   L’arrêté des comptes nationaux du deuxième trimestre 2016 fait ressortir une forte baisse du rythme de croissance de l’économie nationale, se situant à 0,5% au lieu de 4,2% durant la même période de l’année 2015. Cette évolution est le résultat d’une baisse de l’activité agricole et d’un accroissement modéré des activités non agricoles. Le niveau général des prix a connu un ralentissement de son rythme de croissance, alors que le besoin de financement de l’économie a enregistré une hausse.Une croissance économique soutenue par les activités des services Après la forte croissance de 14% durant le deuxième trimestre de l’année 2015, la **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré une baisse de 10,2% durant la même période en 2016. Cette évolution s’explique par la baisse aussi bien de l’activité de l’agriculture de 10,9% au lieu d’une hausse de 14,7% une année auparavant et que de celle de la pêche de 2% au lieu d’une hausse de 6,7%.  **La valeur ajoutée du secteur secondaire,** de son côté**,** a réalisé un ralentissement de son rythme de croissance passant de 2,2% le même trimestre de l’année précédente à 1,1%. Ceci résulte de l’accroissement des valeurs ajoutées :   * des industries de transformation de 1,9% au lieu de 4%; * du bâtiment et travaux publics de 0,9% au lieu d’une baisse 0,1% ;   et de la baisse de celles :   * de l’industrie d’extraction de 1,2% au lieu d’une baisse de 6,2% ; * de l’électricité et eau de 1,8% au lieu d’une hausse de 4,8%.   **La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, en revanche, a affiché une croissance de 1,7% au lieu de 0,8% le même trimestre de l’année 2015. A l’exception des hôtels et restaurants qui ont enregistré une baisse de leur valeur ajoutée de 2%, toutes les composantes de ce secteur ont dégagé des croissances positives :   * les postes et télécommunications à 4% au lieu de 3,2%; * le commerce à 3,1% au lieu de 0,9%; * les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,3% au lieu de 2,8%; * les services rendus par l’Administration Publique générale et sécurité sociale à 1,7% au lieu de 0,6%; * les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 0,7% au lieu de 0,5%; * le transport à 0,3% au lieu de 1,9%.   La **valeur ajoutée globale** réalisée par l’ensemble des activités économiques a marqué, ainsi, une baisse de 0,2% au lieu d’une hausse de 2,9% le deuxième trimestre de l’année 2015.  Au total, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume s’est accru de 0,5% durant le deuxième trimestre 2016 au lieu de 4,2% une année auparavant, et ce compte tenu de l’augmentation des impôts sur les produits nets des subventions de 6,6% au lieu de 15,6%.  Aux prix courants, l’accroissement du PIB s’est situé à 2,1% au lieu de 6,2%, une année auparavant. De ce fait, la hausse du **niveau général des prix** a été de 1,6% au lieu de 2%.  **Les emplois du PIB**  **Une demande intérieure en augmentation**  La demande intérieure s’est accrue de 2,5% au deuxième trimestre 2016 au lieu de 1,5% la même période de l’année 2015, avec une contribution à la croissance de 2,7 points au lieu de 1,7 point. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,2% au lieu de 1,8%, contribuant pour 1,3 point à la croissance au lieu de 1,1 point. La consommation finale des Administrations Publiques, de son côté, a enregistré une hausse de 0,8% au lieu de 2,3%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,5 point. L’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 3,9% au lieu de 0,4% la même période de l’année passée, avec une contribution à la croissance de 1,2 point au lieu de 0,1 point.  Une contribution négative des échanges extérieurs  Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 2,2 points au lieu d’une contribution positive de 2,5 points le même trimestre de l’année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 4,6% durant le deuxième trimestre 2016 au lieu de 5,1% une année passée, alors que les importations ont connu un net accroissement de 8,7% au lieu d’une baisse de 1,5%.  Une hausse du besoin de financement de l’économie  Avec la hausse du PIB, aux prix courants, de 2,1% au lieu de 6,2% et l’augmentation des revenus nets reçus du reste de monde de 8,7% au lieu d’une baisse de 29,9%, le revenu national brut disponible a connu une progression de 2,5% au lieu de 3,5% durant le deuxième trimestre de l’année 2015.  La progression de la consommation finale nationale en valeur étant de 3,2% au lieu de 2,2% enregistrée une année auparavant, l’épargne nationale s’est située ainsi à 28,7% du PIB au lieu de 29,1%.  L’investissement brut ayant représenté, de son côté, 33,3% du PIB au lieu de 32% durant le même trimestre de l’année précédente, le besoin de financement de l’économie nationale a connu une hausse, passant de 2,9% du PIB à 4,6%.  ***En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2016***: |

